

RDC : l'EAC appelle au "retrait de tous les groupes armés" d'ici le 30 mars

@rib News, 17/02/2023 - Source AFP Les chefs d'Etats de plusieurs pays d'Afrique de l'Est ont appelé vendredi un "retrait de tous les groupes armés" d'ici le 30 mars dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), en proie à des violences.

Cette réunion des chefs d'Etats de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), constituée de sept pays, s'est notamment tenue en présence des présidents de RDC Félix Tshisekedi et du Rwanda Paul Kagame, à Addis Abeba, la capitale de l'Ethiopie, à la veille d'un sommet de l'Union africaine. Les dirigeants ont appelé sur Twitter à un "retrait de tous les groupes armés" ainsi qu'au retour des personnes déplacées en raison du conflit. Le 4 février, lors d'une précédente réunion de chefs d'Etat, l'EAC avait appelé à un "cessez-le-feu immédiat de toutes les parties" et à un retrait de tous les groupes armés, "y compris les étrangers". Mais les combats se sont poursuivis. Outre les présidents de RDC et du Rwanda, étaient présents lors de ce mini-sommet les chefs d'Etat kényan William Ruto, tanzanienne Samia Suluhu Hassan et burundais Evariste Ndayishimiye. João Lourenço, chef de l'Etat de l'Angola - qui n'est pas dans l'EAC - y a également participé. De nombreux groupes armés sévissent dans l'est de la RDC depuis des décennies, dont beaucoup sont un héritage des guerres régionales qui ont éclaté dans les années 1990-2000. Dans la province congolaise du Nord-Kivu, le M23 ("Mouvement du 23 mars") s'est emparé depuis novembre 2021 de larges territoires riches en minerais, et continue d'avancer malgré une feuille de route pour la paix conclue à Luanda, en Angola, en juillet 2022. Cette rébellion majoritairement tutsi a repris les armes fin 2021, après près de dix ans d'exil aux Rwanda et Ouganda voisins, avec parmi leurs principales revendications l'élimination des FDLR, un groupe fondé au Congo par d'anciens responsables du génocide des Tutsi en 1994 au Rwanda. La RDC accuse son voisin le Rwanda de soutenir ces rebelles, ce qui est corroboré par des experts de l'ONU, les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux, bien que Kigali s'en défende. - Un million de réfugiés - Durant ce sommet, "nous avons convenu que le M23 n'avait pas respecté ses engagements", a déclaré vendredi à l'AFP Patrick Muyaya Katembwe, porte-parole du gouvernement congolais, avant de poursuivre : "Même Paul Kagame l'a reconnu". L'inquiétude est vive aussi dans la province de l'Ituri, théâtre de fréquentes attaques contre les populations civiles menées par des milices communautaires ou par les Forces démocratiques alliées (ADF), affiliées au groupe jihadiste Etat islamique (EI). Une attaque de village attribuée aux ADF y a encore fait cinq morts mercredi. Vendredi, le Haut-commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) a estimé que quelque 605 millions de dollars seront nécessaires cette année pour venir en aide à un million de réfugiés de RDC et aux pays africains qui les accueillent. En novembre, il y avait dans le pays quelque 5,5 millions de déplacés, auxquels s'ajoutent plus d'un million de personnes qui ont traversé les frontières pour chercher refuge dans les pays voisins. Ces pays hôtes sont l'Ouganda (avec plus de 500.000 réfugiés congolais), suivi du Burundi, de la Tanzanie, du Rwanda, de la Zambie, du Congo-Brazzaville et de l'Angola. Malgré de nombreux réfugiés à l'extérieur du pays, la RDC a commencé jeudi le recensement des électeurs en vue de l'élection présidentielle de décembre.